

## Accords de partenariat économique, les producteurs dénoncent une injustice

**Sidwaya (Ouagadougou)**

**21 Décembre 2006**

Publié sur le web le 21 Décembre 2006

Nadoun S. Coulibaly

Près de deux milliers de producteurs et d'étudiants «volontaires» sont descendus, hier mercredi 20 décembre, dans les rues de Ouagadougou pour dire non aux accords de partenariat économique en cours de négociation entre la CEDEAO et l'Union européenne.

Des producteurs du Mali, du Sénégal, du Niger et du Burkina Faso soutenus par des étudiants «volontaires» se sont retrouvés à Ouagadougou pour manifester leur opposition aux Accords de partenariat économique (APE) en cours de négociation. La marche de protestation, débutée aux environs de 10 heures, est partie du stade du 4-Août.

Environ 2 milliers de producteurs sont descendus hier dans la rue pour dire non aux APE.

De tee-shirts vêtus, pancartes en main, les manifestants sont passés par l'Avenue de l'olympisme, puis par le Boulevard Naaba Zombré, l'Avenue du Kadiogo ensuite, par la place de la Nation. Tout au long du parcours, ils ont scandé des slogans hostiles aux APE «Stop APE, APE ohé ou à bas! Non aux APE sans souveraineté alimentaire, où sont passés les 10% de Maputo ? Oui pour des APE négociés impliquant tous les acteurs».

La marche a été également rythmée par la musique et les interprétations dénonciatrices de l'artiste Tall Mountaga et son orchestre. A la place de la Nation où la marche a donné lieu à un meeting, les responsables de organisations paysannes ont tenu un même langage, à savoir que les APE sous la forme actuelle, sont suicidaires pour les producteurs. «Si les APE sont signés tels quels, c'est le suicide et la mort pour la paysannerie». Pour le président du bureau national des Chambres régionales d'agriculture, Jules Zongo, les producteurs de la sous-région ont besoin du temps pour se préparer à entrer dans les APE.

«Comment voulez-vous que la daba et le tracteur compétissent sur un même marché», a-t-il fustigé. Et le président de la plate-forme des APE pour le Niger, Bagna Djibo d'ajouter que «les productrices et les producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest tiennent à contribuer aux échanges et négociations d'un APE profitable pour la sous-région», car confrontée à une démographie et une urbanisation accélérée, incontrôlée.

L'Afrique de l'Ouest est également frappée par la pauvreté et l'insécurité alimentaire (51% selon le PNUD). D'où l'appel des producteurs à la construction d'un marché régional des produits agricoles et une intégration économique renforcée. En fait, l'ouverture des marchés de la sous-région n'a pas produit les effets escomptés, entraînant une baisse relative des échanges intracommunautaires (14% du volume total du commerce) et une forte croissance des importations alimentaires (19%).

Voilà pourquoi, les producteurs entendent soutenir fermement la politique agricole régionale de la CEDEAO adoptée par les chefs d'Etat en janvier 2005. Aussi, demandent-ils aux chefs d'Etat de négocier un délai de 5 ans pour permettre à la sous-région de se préparer.

Les APE ne doivent pas prendre en compte l'agriculture. Aller sur un marché concurrent serait peu profitable pour nous producteurs et fera de l'Afrique un marché de consommation,

a dit le président de la Confédération paysanne du Faso (CPF), Bassiaka Dao. Cette manifestation des producteurs contre les APE intervient à quelques heures de l'ouverture de la rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO et de l'UEMOA, prévue le 22 et 23 décembre prochains.

Le ROPPA (Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest) va être à cette occasion le porte-parole des producteurs. Intitulé «Appel de Niamey pour la souveraineté alimentaire de l'Afrique de l'Ouest» adopté au forum du 7 au 10 novembre dernier, il prône entre autres, la poursuite du dialogue multi-acteurs, l'élaboration d'une charte sous-régionale de souveraineté alimentaire.

Il traduit également la volonté des producteurs d'ouvrir à la mise en place d'une politique commerciale et des principes conformes aux objectifs de la souveraineté alimentaire. Enfin, il s'agit d'interpeller les chefs d'Etat africains au respect de leur engagement pris à Maputo (Mozambique), à allouer au moins 10% des budgets nationaux à financer l'agriculture.

Outre les interventions, les responsables des organisations paysannes ont remis une copie de l'Appel de Niamey aux secrétaires généraux des ministères de l'Agriculture et du Commerce, M. Sériba Ouattara et Abdoulaye Coulibaly. Promettant de transmettre à qui de droit les documents, ils ont rassuré que le gouvernement accordera une attention particulière aux doléances et préoccupations des producteurs.